

Informations générales

Date limite d'envoi des candidatures	31/07/2020
Documents requis pour postuler	Lettre de motivation CV

Description du poste

Pays	France
Régions	Ile-de-France
Départements	Paris (75)
Lieu d'affectation	99-101 rue Leblanc
Domaine fonctionnel et emploi	Affaires juridiques - Juriste-consultante/Juriste-consultant
Intitulé du poste	Juriste H/F
Cotation RIFSEEP	Cotation 3
Versant	Fonction publique de l'Etat
Catégorie	A
Statut du poste	Vacant
Nature de l'emploi	Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels : art 4/6/6quater/6quinquies - loi n°84-16
Descriptif de l'employeur	<p style="text-align: center;">L'Autorité nationale des jeux</p> <p>Les jeux d'argent sont un secteur spécifique en France et sont strictement encadrés en France.</p> <p>Seuls sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les jeux de cercle dans les casinos terrestres et les clubs de jeux ▪ les paris hippiques en points de vente sous droits exclusifs du PMU ▪ les paris sportifs en points de vente, les loteries en points de vente et en ligne, sous droits exclusifs de la Française des Jeux ▪ les paris hippiques, les paris sportifs et le poker en ligne <p style="text-align: center;">L'action de l'Etat : quatre objectifs de protection</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ protéger les plus fragiles et prévenir le jeu excessif ou pathologique et le jeu des mineurs ▪ protéger les joueurs et assurer l'intégrité des opérations de jeu ▪ protéger de la fraude, du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ▪ protéger l'équilibre économique des filières concernées <p>A l'occasion de la privatisation de la FdJ, la régulation des jeux d'argent sera renforcée par la création à partir de l'ARJEL d'une nouvelle autorité administrative, l'Autorité nationale des jeux (ANJ) qui régulera tous les jeux d'argent sur Internet, l'ensemble des réseaux physiques de la FdJ et du PMU et la lutte contre le jeu excessif des casinos.</p> <p>Elle aura pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ contrôler les opérateurs titulaires de droits exclusifs et leur offre des jeux ▪ délivrer les agréments aux opérateurs de jeux et de paris sur Internet ▪ sanctionner les opérateurs qui enfreignent leurs obligations ▪ prévenir et lutter contre le jeu excessif.
Descriptif de l'employeur (suite)	<p style="text-align: center;">Votre future équipe :</p> <p style="text-align: center;">la Direction juridique</p> <p>La direction juridique, composée d'une dizaine d'agents, traite des questions relatives à l'exploitation des agréments des opérateurs agréés et à ce titre, veille à la vie juridique de l'agrément, la conformité des offres de jeu et assiste les autres services dans le domaine du contrôle des opérateurs agréés.</p> <p>Elle assure également l'élaboration des décisions du collège de l'Autorité.</p>

Elle participe à la protection des parieurs contre les manipulations sportives.

Elle gère les contentieux dirigés contre les actes de l'Autorité.

Elle est en charge de la lutte contre l'offre illégale de jeux d'argent et de hasard en ligne.

Description du poste

Sous la responsabilité du directeur, et en collaboration étroite avec l'équipe et en lien avec l'ensemble des directions, cette personne sera chargée principalement des deux séries d'activités suivantes :

Une mission de **référé contentieux** consistant à :

- gérer un portefeuille de recours administratifs et contentieux engagés contre les actes de l'Autorité (analyse proposition de stratégie contentieuse, préparation des actes de procédure, notamment rédaction des projets de mémoire) ;
- assurer un rôle central d'expertise juridique dans la préparation et le suivi des dossiers de la commission des sanctions de l'Autorité (projet de notifications des griefs et de mémoires, conduite des procédures engagées) et gérer les recours susceptibles d'être introduits contre les décisions de celle-ci ;
- réaliser toute enquête, audition ou réunion nécessaire à l'instruction d'un dossier.

Une mission de **conseil juridique** l'amenant à :

- assurer une mission générale de conseil pour sécuriser juridiquement l'action du régulateur, notamment s'agissant de la préparation des décisions du collège et de l'appui aux agents des autres directions en charge des contrôles et enquêtes ;
- analyser la législation, la réglementation, la jurisprudence et la doctrine en rapport avec les dossiers traités et contribuer activement à l'élaboration de normes juridiques relatives à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard ;
- participer à la réflexion que l'Autorité conduira et aux actions qu'elle mènera pour veiller au respect de l'équilibre des filières dans le secteur des jeux (définition des filières, élaboration des critères permettant d'apprécier cet équilibre, articulation des règles du droit des jeux avec celles, spécifiques, du droit de la concurrence, conception des mesures susceptibles de rétablir cet équilibre, veille documentaire).

Conditions d'exercice particulières

Un contrat de droit public à durée déterminée de 3 ans est proposé au candidat avec passage en CDI de droit public au bout d'un an en fonction de l'évaluation annuelle par le responsable direct.

Le poste peut également être pourvu par un agent titulaire des trois fonctions publiques dans le cadre d'une PNA, par détachement sur contrat (CDD) ou mise à disposition.

Rémunération selon profil et expérience sur la base de l'Instruction des ministères économiques et financiers du 19 décembre 2017 relative au recrutement et à l'emploi d'agents contractuels dans les ministères économiques et financiers.

Attention : la réglementation interdit aux agents de l'Autorité d'engager des mises auprès d'opérateurs de jeux d'argent ; elle interdit également de détenir des participations au sein de ces derniers.

Candidatures (CV et lettre de motivation) à adresser uniquement via l'adresse recrutement@arjel.fr (en faisant figurer la référence suivante : ARJEL/ANJ/DG/DGRH/DJ/Juriste).

Description du profil recherché

Compétences et qualités requises :

- niveau Master 2 ou BAC+5 en droit public (contentieux administratif) ;
- très bonnes connaissances en droit public économique, notamment en droit de la concurrence ;
- bonnes connaissances en droit civil des contrats ;
- une expérience des procédures juridictionnelles en qualité d'avocat ou de juriste contentieux serait bienvenue ;
- qualités de synthèse et d'expression écrite ;
- capacité à s'adapter dans un cadre juridique en construction aux plans doctrinal et jurisprudentiel ;
- aptitude certaine à l'innovation juridique et à une approche pragmatique des sujets ;
- rigueur, sens de l'organisation ;
- implication et réactivité ;
- suivi et respect des demandes urgentes ou hors tâches d'instruction de dossier ;
- discrétion et respect de la confidentialité ;
- bon relationnel et sens du travail en équipe ;

◦ sens de l'initiative.

Compétences candidat

Niveau d'études min. requis	Niveau I : Bac + 5 Master, diplôme d'ingénieur ou diplôme équivalent
Compétences	CONNAISSANCES - Droit/réglementation, CONNAISSANCES - Environnement administratif, institutionnel et politique, SAVOIR-FAIRE - Accompagner un changement, une réforme, un dispositif, SAVOIR-FAIRE - Appliquer une règle, une procédure, un dispositif, SAVOIR-FAIRE - Conseiller une personne, un groupe , SAVOIR-FAIRE - Mener une veille , SAVOIR-FAIRE - Rechercher des données, des informations, SAVOIR-FAIRE - Rédiger un acte juridique, SAVOIR-FAIRE - Travailler en équipe, SAVOIR-ÊTRE - Avoir l'esprit d'équipe, SAVOIR-ÊTRE - Esprit de synthèse, SAVOIR-ÊTRE - Être rigoureux
Langues	Anglais (B1 Niveau Seuil)

Informations complémentaires

Quotité de temps de travail	Temps complet
-----------------------------	---------------

Renseignements et contact - Note : les candidatures se font obligatoirement depuis l'application

Date de vacance de l'emploi	01/07/2020
Personne ou service à contacter pour obtenir plus d'informations sur l'offre	recrutement@arjel.fr